Chronologie

1914-18: Première Guerre Mondiale 1922 : prise de pouvoir de Mussolini 1921-1924 : lois de quotas aux États Unis 1933 : prise de pouvoir d'Hitler 1935-37 : lois de neutralité aux États Unis 1939-45 : Seconde Guerre Mondiale 1945 : création de l'ONU 1946 : discours du rideau de fer par Churchill 1947 : traité de Rio 1948 : coup de Prague 1948-49 : blocus de Berlin 1949 : création de l'OTAN 1949 : proclamation de la République Populaire de Chine 1950-53 : guerre de Corée 1951: ANZUS 1953 : mort de Staline 1954: OTASE 1955 : pacte de Bagdad 1955 : pacte de Varsovie 1955 : conférence de Bandung 1956: Budapest 1956 : crise de Suez 1961: mur de Berlin 1962 : crise de Cuba 1963 : traité de Moscou 1965-73 : guerre du Vietnam (cf. fiche exemple), réglée par le traité de Paris 1967 : guerre des six jours 1968: TNP 1968 : printemps de Prague 1972: SALT 1 1973 : guerre du Kippour 1974 : revendication d'un NOEI par Boumediene à l'ONU 1975 : conférence d'Helsinki 1979 : révolution iranienne 1979 : invasion de l'Afghanistan par les soviétiques 1980-88 : guerre Iran/Irak 1983: IDS 1983-87 : crise des euromissiles, réglée par le traité de Washington 1989 : chute du mur de Berlin 1990-91 : première guerre du Golfe 1991 : chute de l'URSS 1991: START 1 1992 : guerre en Bosnie 1999: guerre au Kosovo

2001: attentats du 11 septembre

2003 : début de la guerre en Irak

2012: printemps arabes

2001 : début de l'intervention américaine en Afghanistan



1/22

Notions

<u>Géopolitique</u>: Étude des interactions entre l'espace géographique et les rivalités de pouvoir qui en découlent. Aujourd'hui, c'est avant tout une analyse de rapports de force au sein desquels les composantes géographiques, historiques, économiques, identitaires et mentales des territoires sont centrales

<u>Puissance</u>: État disposant d'une capacité d'influence sur les autres tout en préservant en retour son indépendance, sa souveraineté dans ses choix et dans la défense de ses intérêts

<u>Hiérarchie des puissances</u>: Classement des puissances, rapports de force et de domination entre les différentes puissances

Ordre: L'ordre mondial renvoie à la relation entre les différents États, à l'idée d'organisation et de classement; il évoque aussi l'idée de stabilité; enfin, il est fondamentalement mobile et peut céder la place à un autre ordre.

Impérialisme: politique d'un État visant à en réduire d'autres sous sa dépendance (politique et/ou économique et/ou culturelle) avec une mainmise territoriale directe, ne se traduisant pas forcément par l'annexion (à la différence de la colonisation)

<u>Hégémonie</u>: type d'exercice de la puissance géopolitique se caractérisant par 1/ la domination sans partage d'un État sur des pays en situation d'infériorité, 2/ le refus par cet État d'une maîtrise territoriale directe à laquelle est préférée une mainmise indirecte et une hiérarchisation des subalternes, 3/ une pratique récurrente de l'unilatéralisme.

<u>Leadership</u>: type d'exercice de la puissance selon laquelle le pays dominant accepte d'assumer l'ensemble de ses responsabilités, c'est à dire ses droits et devoirs envers ses alliés. Exercice solidaire de la puissance car suppose en particulier la consultation des membres de l'alliance avant toute décision stratégique, le sentiment de former avec eux une communauté d'intérêts identiques. S'oppose à l'hégémonie.

Hard power/soft power: à la fois aspect et forme de puissance selon J. Nye (Bound to lead. The Changing Nature of American Power, 1990). Le hard power recouvre des facteurs objectifs et quantifiables comme le territoire, la population, les capacités militaires et le potentiel économique. C'est aussi une méthode d'exercice de la puissance s'appuyant volontiers sur l'exercice de la contrainte. Le soft power repose sur des éléments déterminants mais difficilement quantifiables comme l'influence idéologique, le rayonnement culturel, la validité reconnue de ses institutions et de son modèle socio-économique et la capacité à poser les termes des débats géopolitiques du moment. C'est aussi une méthode d'exercice de la puissance reposant sur la persuasion, le pouvoir de conviction et une capacité à séduire et à attirer. Ce soft power est la source de la superpuissance ou de l'hyperpuissance s'il y a combinaison avec le hard power.



Références

Raymond Aron : distinction entre un système homogène, dans lequel les États partagent le même système de valeurs, et un système hétérogène, lorsque les valeurs entre États sont significativement différentes et ainsi facteur d'antagonismes, d'instabilité (Paix et guerre entre les nations)

Laurent Cohen Tanugi (Guerre ou Paix):

- La mondialisation est la plus puissante force transformatrice de la géopolitique mondiale
- Les relations internationales s'organisent aujourd'hui autour d'une dialectique complexe où il faut en permanence jouer sur deux tableaux, celui de l'intégration économique, du multilatéralisme par définition pacifique et celui plus traditionnel de la confrontation des intérêts nationaux ou régionaux

Jacques Sapir : notion de siècle politique (Un nouveau XXIème siècle)

<u>Hubert Védrine</u> (ministre des affaires étrangères sous François Mitterrand) : hyperpuissance américaine

<u>Paul Kennedy</u>: les grandes puissances impériales sont victimes d'une sur expansion impériale qui finit par affaiblir le cœur de leur puissance

Valéry Giscard d'Estaing: grandes puissances moyennes

Pierre Hassner: ère de la puissance relative

Jean Coussy : les pays émergents ont la capacité de bouleverser l'ordre international

Bertrand Badie: la période contemporaine est marquée par :

- · La revanche des puissances moyennes
- La fin des territoires

Michel Foucher: territorialisation du monde



Le monde au début du XXe siècle : la hiérarchie des puissances

- I) Le monde au début du 20e siècle : une domination écrasante de l'Europe
- Une domination multiforme : économique (40% du PIB mondial et 45% de la production manufacturière selon Bairoch), commerciale (75% des importations et 50% des exportations), financière (90% des capitaux investis à l'étranger), culturelle (Avant garde artistique), démographique (25% de la population mondiale), territoriale (colonies)
- Le RU est l'économie dominante : domination commerciale (1ère flotte), financière (44% des investissements), coloniale. Le RU est ainsi le pivot des relations politiques (puissances militaires, arbitre, présent sur tous les continents) et commerciales (défenseur du libre-échange)
 - II) <u>Cependant, une domination européenne contestée</u>
- Émergence de nouvelles puissances régionales :
 - EU : 1ère puissance productive et 2e puissance commerciale. Débuts de l'impérialisme américain (doctrine Monroe)
 - Russie : entrée dans une phase de modernisation sous l'impulsion d'Alexandre II en 1856
 - Japon : ère Meiji (1868 1912)
 - •
- Déclin relatif des puissances européennes traditionnelles :
 - RU : perte de la suprématie industrielle
 - France → cf. fiche à ce sujet
 - Allemagne : essor, mais décalage entre puissance économique et puissance politique
- Europe minée par les rivalités internes : antagonismes économiques (RU/Allemagne) qui se déplacent dans le domaine politique et se cristallisent autour de la question coloniale (France/Allemagne). Course aux armements.
- L'engrenage de la guerre : question des Balkans (guerres de 1912 et 1913), région où les puissances européennes ont de nombreux intérêts. 28 juin 1914 : assassinat de François Ferdinand par un nationaliste serbe de Bosnie



Les conséquences de la Première Guerre Mondiale

I) Les différents traités

- Traité de Versailles (janvier 1919) : Allemagne (pertes territoriales, sanctions militaires, diplomatiques et économiques)
- Traité de St Germain en Lay (septembre 1919) : Autriche
- Traité de Neuilly (novembre 1919) : Bulgarie
- Traité de Trianon (juin 1920) : Hongrie
- Traité de Sèvres (août 1920) : Empire Ottoman. Or la révolte de Mustapha Kemal pousse à renégocier un nouveau traité (Lausanne, juillet 1923)
- La paix de Versailles, une « paix carthaginoise » (Keynes) ? J. Bainville publie Les conséquences politiques de la paix : les Remodelages territoriaux des traités de paix font de l'Allemagne la grande puissance géopolitique de l'Europe centrale

II) La guerre consacre un nouvel ordre mondial

- Déclin de l'Europe : ampleur des destructions, difficultés économiques, démembrement des grands empires centraux, remise en question des empires coloniaux (RU et France)
- Montée en puissance des EU : gains dans le domaine commercial et financier, influence politique (14 points de Wilson)
- Mais repli des EU durant l'entre-deux-guerres : protectionnisme commercial (tarif Fordney McCumber en 1922, tarif Hawley Smoot en 1930) et diplomatique (lois de quotas en 1921 et 1924, lois de neutralité entre 1935 et 1937)



Seconde Guerre Mondiale et nouvel ordre mondial

- I) La 2°GM bouleverse les rapports de force mondiaux
- Déclin européen accentué : Europe en ruine, occupée et incapable de faire face à la menace communiste. Décolonisation
- Émergence de 2 grandes puissances internationales : EU (Henry Luce : « siècle américain ») et URSS
 - II) Un monde d'après=guerre à reconstruire sur de nouvelles bases
- La 2°GM est le conflit le plus destructeur de l'histoire, ce qui rend donc nécessaire l'intervention de l'État pour assurer la reconstruction
- La reconstruction passe par la définition d'un nouvel ordre mondial dominé par les EU, qui rompent avec leur isolationnisme traditionnel : rupture politique (ONU), militaire (stationnement de soldats en Europe), économique (libre échange et crédits). Ce nouvel ordre mondial est toutefois instrumentalisé par les EU et sert leurs intérêts
- À partir de 1947, le contexte de GF amène les EU à s'engager massivement en faveur de la reconstruction :
- o En Europe : annulation des dettes de la loi prêts bails, plan Marshall (12M\$), OTAN o En Asie : alliance avec le japon (traité de San Francisco en 1951, plan Dodge Draper = 5M\$), aide également accordée à Taïwan (1949), à la Corée du Sud (1950) et au Vietnam du Sud (1954)



Les rapports Nord Sud de 1945 à 1991

Truman 1er à évoquer notion de « régions sous développées » en 1949, qu'il faut aider pour combattre communisme

De nombreux dirigeants du Sud mettent en avant le N comme responsable de leur pauvreté et revendiquent un nouvel ordre international : l'Algérien Boumediene parle pour la 1ère fois d'une fracture N/S en 1973, alors que contexte E/O prévaut

- I) <u>Plusieurs facteurs ont contribué à faire de la relation Nord/Sud une relation conflictuelle de</u> 1945 à 1991
- Le Sud partage une situation de sous-développement : pauvreté, agriculture insuffisante et déficitaire qui a besoin du Nord
- Cette situation est analysée comme une conséquence de l'asymétrie avec le Nord industriel : théorie de la dépendance (Furtado, Prebish) monde espace de conflit économique inégal, avec centre / périphéries, au profit du Nord. Dépendance polymorphe : commerciale (DTE), financière et tech nécessité développement en rupture avec ordre occidental libéral
- Le TM cherche à s'organiser dans le contexte de GF :
- o États : Bandung en avril 1955, avec 29 pays asiatiques et africains dont Nasser, Nehru, Sukarno, Zhou Enlai
- o Intellectuels : " « Tiers-mondisme », économistes actifs au sein de l'ONU. Franz Fanon Les Damnés de la Terre.
 - II) Ainsi, le Sud a revendiqué le NOEI, poussant le Nord à redéfinir sa politique d'aide
- 1) Création d'organisations internationales par les pays pauvres
- Création de cartels de producteurs de matières 1ères : OPEP en 1960, étain, café...
- Mouvements des non-alignés (MNA) officiellement créé en 1961 à Belgrade, invitation de Tito logique de blocs refusée
- Tricontinentale à La Havane en 1966, appelant à une véritable internationale socialiste pour le TM (80 pays s'y rallient)

2) L'ONU, tribune des revendications du TM

- 1964 : CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) organe permanent de l'ONU devenu tribune d'expression des PED, avec un programme de revendications précis.
- 1967 : Groupe des 77 réuni officiellement en Algérie en 1967, coalition conçue pour créer capaciter de négociat° accrue à l'ONU
- 1971 : SPG créé par CNUCED les pays industrialisés accordent des préférences tarifaires aux produits manufacturés des PED
 - 1974 : programme d'action pour le NOEI adopté par l'ONU. Demande aux pays développés : 1) de favoriser l'accès à leurs marchés pour les PED, 2) de poursuivre leurs prêts, 3) d'augmenter l'APD, 4) de stabiliser le prix des produits de base.



Les rapports Nord Sud de 1945 à 1991

3) Redéfinition de l'aide apportée par le Nord

- USA : Alliance pour le Progrès avec JFK en 1961 = Plan Marshall pour l'Amérique, 20M\$, visant à endiguer le communisme
- Organisations internationales :
- o PAM (Programme Alimentaire Mondial) en 1963, plus grande organisation humanitaire du monde nourrissant plus de 90m de personnes dans le monde, siège à Rome.
- o CNUCED demande aux PD de consacrer 0,7% de leur PIB à l'APD lors de la conférence de Santiago de Chile en 1972. Des résultats APD : 1961/9M\$; 1971 / 20M\$; 1981 / 37 M\$
- o BM : McNamara, psdt, considérablement prêts, visant l'éducat°, santé et développement agricole en priorité

III) Pourtant, Nord comme Sud ne sont pas uniformes et leurs relations sont plus complexes, marquées par des interdépendances

Discours de Cancún de Mitterrand en 1981 : la prospérité des pays riches ne saurait être durable sans le développemT des seconds

1) Le Nord n'a jamais renoncé à maintenir son influence dans le TM (néo-colonialisme ?)

- Des organisations internationales où le Nord pèse de tout son poids : OEA avec USA/ Am Sud, problème de la dette avec FMI et BM réglés sous la houlette des USA (Plan Baker et Brady), adoption du droit d'ingérence humanitaire en 1988
- Une ingérence du Nord qui demeure : soutien des régimes anti communistes, intervention de la France en Afrique
- 2) Les interdépendances se sont renforcées entre le Nord et le Sud, accompagnant la Mondialisation
- Crise de la dette abandon voies de dvpt autocentrées réformes structurelles reposant sur logique libérale et sur trilogie clefs en main (privatisation, libéralisation, dérégulation).
- Institutions financières internationales veulent généraliser modèle de promotion des exportations Le modèle libéral extraverti s'impose progressivemT, accélération de la Mondialisation du Sud.
- 3) Le Sud est en fait des Suds, divisés en ensembles avec des situations contrastées : PMA, PED, émergents, NPIA...

<u>CC</u>: Nouveau développement acceptant l'ordre occidental libéral plus performant ? Un Sud désormais contrasté



Les relations EST OUEST de 1945 à 1991

I) 1945-62 : bipolarisation du monde et « coexistence pacifique »

- Montée des tensions bilatérales entre EU et URSS : la rupture a lieu en 1947 (doctrine Truman en avril, doctrine Jdanov en septembre). Les premiers conflits de la GF définissent les modalités de ce nouveau type d'affrontement (aucune intervention dans la zone d'influence adverse, maîtrise de l'escalade)
- Affrontement de « modèles » irréconciliables et bipolarisation du monde : pactomanie des EU, extension de la GF à l'Europe (blocus de Berlin entre 1948 et 1949) et à l'Asie (guerre de Corée entre 1950 et 1953)
- 1956-62 : l'opposition Est Ouest est marquée par une tentative de « coexistence pacifique », malgré 2 crises graves (mur de Berlin en août 1961 et crise de Cuba en octobre 1962). Mise en place du tél rouge en 1963

II) 1962-75 : la « Détente »

- Dialogue Est Ouest renoué (visites des dirigeants dans le camp adverse), ce qui permet le développement des échanges et la signature d'accords sur nucléaire (Traité de Moscou en 1963, TNP en 1968, SALT 1 en 1972)
- La Détente est également une réponse à :
- o Des crises internes : EU : bourbier de la guerre du Vietnam (cf. fiche exemple), contestations de la France, guérillas communistes URSS : problèmes économiques, contestations en Europe de l'Est, rupture avec la Chine et l'Albanie
- o L'émergence de nouveaux acteurs : non alignés, notamment la Chine et la Yougoslavie
- La normalisation des relations Est Ouest en Europe favorise ce climat de détente : rapprochement spectaculaire des 2 Allemagne à l'initiative de Willy Brandt, conférence d'Helsinki à l'été 1975

III) 1975-91 : reprise et dénouement de la GF

- De la Détente à la « guerre fraîche » : une Détente à sens unique (l'URSS en a tiré de nombreux bénéfices : parité des armements, livraisons de céréales) et de façade (poursuite de la course aux armements, soutien d'un camp dans chaque conflit, expansion du communisme pendant la crise du leadership américain)
- Une situation internationale de nouveau très tendue au début des 80s : invasion de l'Afghanistan par l'Armée Rouge, recul diplomatique américain en Iran. Reagan veut ainsi réaffirmer leadership américain : aide aux pays tombés dans le communisme, reprise de la course aux armements (IDS en 1983)
- L'URSS est vite asphyxiée et Gorbatchev cherche à desserrer contrainte de la course aux armements pour sauver le système communiste : traité de Washington en décembre 1987, accord START 1 en 1991



L'Europe centrale et orientale depuis 1945

I) L'extension du modèle stalinien à l'Europe centrale et orientale après la 2°GM

- Naissance des démocraties populaires : région en retard économique et aux identités nationales fragiles. Passe sous le contrôle soviétique en moins de 3 ans
- 1947-53 : soviétisation de l'Europe de l'Est : normalisation politique (Kominform avec doctrine Jdanov en 1947, accélération de la prise de pouvoir), imposition du modèle économique soviétique, instauration d'une forte dépendance politique et économique (CAEM en 1949)
- II) Contestations, tentatives de réformes et crises des régimes communistes est européens
- Remise en question de l'ordre soviétique dans les années 1950 : plusieurs insurrections (RDA en juin 1953, Pologne {Gomulka} et Hongrie {Kadar} en 1956) en raison du nouveau cours politique et économique impulsé par l'URSS mais contrôle (pacte de Varsovie en 1955)
- Diversification et réformes dans les pays socialistes dans les années 1960 :
- o Prise de distance de 2 pays : Albanie {Hodja} en 1960 et Roumanie {Ceaucescu} en 1965
- o Réformes économiques suite à l'article de Liberman dans la Pravda (1962): RDA en 1963, réforme Liberman en URSS (1965), Tchécoslovaquie en 1967, Hongrie en 1968 o Cependant, raidissement idéologique suite à l'écrasement du printemps de Prague (1968) et l'instauration de la doctrine de la souveraineté limitée par Brejnev
- Crise de plus en plus structurelle dans les années 1970-80 : crise économique (pénuries, ralentissement de la croissance, endettement), sociale (détachement de la population), politique (répression)
- Effondrement du bloc soviétique entre 1989 et 1991 : « doctrine Sinatra » de Gorbatchev à l'égard de l'Europe de l'Est



L'Europe centrale et orientale depuis 1945

- o Hongrie : Kadar démissionne en 1988, remplacé par Grosz. Ouverture de la frontière avec l'Autriche en mai 1989. Retrait du gouvernement communiste et tenue d'élections libres en octobre 1989
- o Pologne : victoire de Solidarité aux élections législatives de juin 1989 et poste de PM obtenu par Mazowiecki
- o RDA : chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et poste de PM obtenu par Lothar de Maizières
- o Tchécoslovaquie : manifestations suite à la chute du mur => démission du gouvernement et élection de Havel
- o Bulgarie : Mladenov prend tête du parti et mène des réformes gorbatchéviennes
- o Roumanie : renversement de Ceausescu, remplacé par Iliescu qui annonce la tenue d'élections libres
- o Albanie : élections libres en 1990 suite à la mort de Hodja en 1985
- o Yougoslavie : montée des nationalismes suite à la mort de Tito en 1980

III) Les transitions en Europe de l'Est

- Transition politique rapide et réussie malgré certaines difficultés (instabilité politique, émergence de mouvements populistes, nationalistes et extrémistes, corruption, question de la décommunisation)
- Transition économique : 2 stratégies (thérapies de choc / gradualisme). Stabilisation macroéconomique (libération des prix, "taux d'intérêts, surdévaluation) et réformes structurelles destinées à la mise en place d'une économie de marché



La fin de l'URSS

I) Un régime communiste déjà ébranlé lorsque Gorbatchev arrive au pouvoir

- Un régime qui traverse une crise économique depuis les 70s : déséquilibres structurels (faiblesses de l'agriculture, faible productivité, pénuries), poids du CMI. L'URSS est donc obligée de se tourner vers l'extérieur dès les 70s
- Une crise politique et sociale de plus en plus profonde : crise démographique, crise du travail, durcissement du régime

II) La politique de Gorbatchev, ultime tentative de réformes du système soviétique (1985 91)

- 1) La réforme gorbatchévienne
- Réformisme prudent de 1985 à 1987 : lutte contre l'alcoolisme et la corruption, réorganisation administrative dans le domaine agricole (Gosagroprom), mesures pour ouvrir l'industrie à la concurrence internationale et accélérer sa modernisation, initiative d'une Détente. Mais en 1986, les performances des rivaux asiatiques et la catastrophe de Tchernobyl poussent à l'accélération des réformes
- Accélération des réformes à partir de 1987 : accélération de la Glasnost (libération de dissidents, plus grande liberté pour la presse) et priorité à la Perestroïka (décentralisation et libéralisation). Mais échec de la Perestroïka en raison de son incohérence, de la désorganisation économique d'un pays sans plan ni marché et des nombreuses oppositions
 - Priorité à la réforme politique à partir de 1988 : présidentialisation du régime, élection d'un Congrès des Députés du peuple



La fin de l'URSS

2) Le réveil des nationalités et l'éclatement de l'URSS

- La Glasnost provoque l'éclosion du problème des nationalités qui vont se radicaliser à la suite de conflits ethniques réprimés par la force (Caucase) et des élections de 1990 gagnées par des mouvements nationalistes et indépendantistes (proclamation de l'indépendance de la Lituanie en mars 1990)
- Gorbatchev sous-estime le problème mais la tentative de coup d'État de janvier 1991 le pousse à opter pour la répression.

Accord « 9+1 » signé au printemps 1991. Avec l'échec du putsch des Conservateurs d'août 1991, Eltsine devient le véritable homme fort et Gorbatchev démissionne le 25 décembre 1991 peu après la création de la CEI

III) La transition en Russie

- Une transition politique inachevée, une « démocratie sans démocratie » : pas d'alternance politique car pas d'opposition crédible, pas de véritable multipartisme, dérive vers un régime personnel et autoritaire dès les 90s
- Une transition économique chaotique : le choix de la thérapie de choc en 1992 (libéralisation économique, politique monétaire très restrictive, ouverture, vagues de privatisation) entraîne l'essor d'un secteur privé mais accompagné d'un effondrement économique (récession, hyperinflation, dépréciation, puis cessation de paiement en 1998)
- Au terme de 20 ans de sortie du communisme, la Russie reste une puissance fragile, insatisfaite : crise démographique, crise identitaire, syndrome hollandais, hésitations quant à la nature de sa puissance



Ordre mondial et mondialisation

Laurent Cohen Tanugi : La mondialisat° actuelle est devenue la plus puissante force transformatrice de la géopolitique mondiale. Thèse fine de l'Histoire de Fukuyama, ie homogéisation pacifique du monde avec triomphe capitalisme et démocratie invalidée

PK : Si le nouvel ordre mondial crée des interdépendances, avec un renforcement de la coopération international, il est aussi marqué par un retour des conflictualités et une défiance envers les valeurs universelles occidentales.

- I) <u>Un ordre mondial ébranlé par la mondialisation</u>
- 1 L'ordre mondial hérité des XIXème et XXème siècles
- Un ordre mondial westphalien, avec affirmation de l'EN: intangibilité frontières, non-ingérence dans laffaires intérieures et Droit international entre États. Après 45, permanence: considérable communautés entre EN (ONU, UE, G8), État keynésien
- Un ordre mondial avec hiérarchie et critères de puissance précis : domination 2 Grands, s'appuyant sur force militaire, économique, territorial et idéologique, puis groupes de puissances (Europe, All, Jap) et enfin TM peu influent. Blocs distincts.
- Mais l'ordre mondial se complexifie dès 1960's : Chine ≠ URSS, éclatement TM (NPIA, OPEP), tension USA/Europe
- 2 Un ordre mondial malmené par la mondialisation depuis les années 1980
- La M remet en cause les compromis institutionnels mis en place après 45 :
- o Organisations de ++ critiquées et fragilisées (FMI pompier pyromane Stiglitz, ONU inefficace malgré fin paralysie du à la GF, cf échec Rwanda, Yougoslave
- o Souveraineté de l'EN : Susan Strange, auteur altermondialiste, alors que les États étaient autrefois les maîtres du marché, ce sont maintenant les marchés qui sont les maîtres des gouvernements , porosité matérielle et immatérielle des frontières. Un exemple : L'État de peut pas tout (Jospin devant usine Michelin).
- La M remet en question les clivages : fin TM, fin E/O, monde unipolaire dans un 1er temps avec hyperpuissance américain
- La M intensifie surtt cette remise en question au tournant du XXIème : hyperpuissance et émergence monde multipolaire



Ordre mondial et mondialisation

- 3 Un nouvel ordre mondial est en gestation depuis le début du XXIème siècle
- De nouveaux critères de puissance : conquérir les marchés, exporter / attirer capitaux, soft power, habilité diplomatique
- Ce caractère plus diffus de la puissance permet « la revanche des puissances moyennes » (Bertrand Badie) : affirmation pays émergents, « gagnants de la M », puissance régionale pouvant faire obstacle à l'influence des grandes puissances. Exemples :

 Brésil contre-projet ZLEA avec Mercosur, influencent agenda international = définir priorités ; G8 G20

Brésil contre-projet ZLEA avec Mercosur, influencent agenda international = définir priorités ; G8 G20 en 2008 ; Banque BRICS

- La complexité de nouvel ordre international doit aussi beaucoup à l'affirmation d'acteurs non étatiques transnationaux : capacité de nuisance (Viktor Bout,Lord of War), d'indispensabilité (FMN, ONG pour l'OMS), et de mobilisat° (Seattle en 1999)
- II) Cependant, malgré d'incontestables changements de fond, l'ordre mondial reste marqué par de fortes permanences dans sa hiérarchie des puissances, dans ses rapports de force
- 1 Un ordre mondial qui reste dominé par « l'oligarchie des puissances » mis en place en 1945
- Un petit nombre de puissance continue d'exercer une influence déterminante : pays occidentaux = 50% PIB mondial pour 12 % pop, contrôle des grandes organisations (FMI, BM), FMN tirent profit de l'ouverture, attractivité humaine et en capitaux
- L'ordre mondial reste dominé par les USA : suprématie mil, PIB, brain drain, marché américain (outil de pression), soft power
- 2 La capacité d'influence des nouveaux acteurs dans la CI reste limitée
- Les BRICS, des puissances qui restent incomplètes (cf Brésil), réticentes à assumer responsabilités (abstention de tous les BRICS lors du vote conseil de sécurité ONU pour zone d'exclusion aérienne en Lybie) et surtout divisées (peu d'union, tensions)
- Émergence Chine indéniable, mais à nuancer : " coûteuse socialemT et écologiquemT, vieillesse, isolement diplomatique
- Les acteurs non étatiques ne sont pas véritablement en mesure de contester l'influence des EN sur le SI. En effet, crise 2008 = renforcement EN, division paradoxale des altermondialistes (anti, alter, anarch). Les acteurs non étatiques sont influents lorsque leurs propositions ont été acceptées et relayées par les EN : instrumentalisation FMN (Gazprom), diasporas...



Ordre mondial et mondialisation

- 3) Un ordre mondial actuel qui consacre les rapports de force traditionnels
- Retour en force de la Realpolitik : importance stratégique des mat 1ères, sécuriser approvisionnement
- Valorisation des critères traditionnels de la puissance : territoire (sécurité énergétique, agricole, accueil démographique), militaire (exercer une menace crédible "dépenses BRICS), démographie (capter IDE, consommation intérieur et innovation)

Les puissances dominantes seront celle qui vont concilier hard et soft power : USA et Chine grands favoris (cf JO Pékin 2008), déclin Russie (aucun soft power), incertitude UE et Jap (« puissances douces »), ? Brésil, Inde

III) Les bouleversements opérés par la M ont instauré un équilibre précaire et complexe : la création d'un espace mondial pacifié est le grand enjeu de la CI

- 1) Des liens contradictoires entre mondialisation et conflits
- L'illusion du « doux commerce » (Montesquieu) : il n'y a pas de liens logiques entre M et conflictualité. Ex : 2ème M n'empêche pas WWI. En fait, la M ne réduit pas les conflits, mais l'inverse est vrai, la paix est nécessaire à la M (cf 1930's)
- La M a un impact dual : elle les conflits internationaux mais "les conflits locaux et régionaux. La M aboutit à une relocalisation de conflits nouveaux qui ne remettent pas en question l'ordre international : guerres civiles, économique, terror
- 2) De nouveaux désordres internationaux
- Le développement d'une nouvelle forme de conflits de « basse intensité » : internes, longs et meurtriers, mais de portée limitée. Ex : Guerre des Grands Lacs fait 3 millions de morts, afflux massif de réfugiés et déstabilise la région.
- Ces conflits impliquent des acteurs de ++ privés : 80% des conflits où intervient l'ONU. Terrorisme, pirates, mafias, privatisation de la guerre, avec SMP profitant réduct° budgets défense, sensibilité opinion pertes et " intérêts ressources
- Territorialisation du monde : Michel Foucher, Les nouveaux déséquilibres du monde. Murs = 7500 km & 3% frontières, disputes se déplaçant sur le terrain maritime (cf Asie) et " revendicat° séparatistes (Catalogne, sud Philippines, Sud Soudan)



Ordre mondial et mondialisation

3 Une architecture internationale à réformer

- Le cadre multilatéral mis en place après la WWII reste indépassable : la CI regroupe dans ses institutions la quasi-totalité du monde dans ses institutions, les pays émergents ne veulent pas la remettre en question, mais y avoir une meilleure place
- Mais des réformes du SI doivent être mises en place : PED = 80% population mondiale, mais mal représenté, prise en compte de nouvelles menaces : prolifération armes APB, cybercriminalité, pacification utilisant action militaire et action civile
- L'extension du processus de régionalisation apparaît comme un élément clef de la stabilité : l'UE en est le modèle. MERCOSUR, ASEAN (moyen pour atténuer éventuelle menace chinoise), CEDEAO, OUA, Conseil de Coopération du Golfe (CCG)

Conclusion:

Le monde à venir sera polycentrique, proche d'un directoire des puissances. Celuici pourra s'organiser autour de deux états pivot (G2 Chine/USA) ou d'alliances régionales solides. Le partenariat entre les États sera nécessaire à la paix

Mais petit nombre de puissances n'est plus capable d'assurer l'ordre mondial à lui seul faces à des menaces disséminées, complexes, asymétriques, qui se jouent ++ au niveau infranational « L'ère de la puissance relative » (Pierre Hasner)



La Guerre du Vietnam

Nord-Vietnam /FNL (Front National de Libération) du Sud-Vietnam ou Viêt-Cong/ Sud-Vietnam/ URSS/ Chine /États-Unis (en vertu du containment et de la théorie « des dominos »)

I) Déroulement du conflit

- 4 août 1964 : un navire américain croit être attaqué par des nord-vietnamiens (erreur) => Johnson obtient du Congrès l'autorisation d'intervenir
- Début 1965 : début des bombardements au Nord-Vietnam. 3 500 marines en mars 1965, 550 000 en 1968
- Les communistes du Sud sont aidés par le Nord avec le ravitaillement acheminé par la « piste Ho Chi Minh » qui passe au Laos et au Cambodge
- 31 janvier 1968 : offensive du Têt lancée par le FNL et ses alliés du Nord => les principales villes sont investies et l'ambassade des États-Unis à Saigon est attaquée. Il n'y a pas de vainqueur mais le FNL démontre ses capacités, ce qui prouve que les États-Unis doivent encore augmenter leurs moyens pour réussir
- Johnson annonce la fin des bombardements
- Les États-Unis commencent à se désengager en raison de l'opposition croissante de l'opinion publique (notamment sur les campus américains), du coût de la guerre (140 milliards de \$) qui creuse le déficit budgétaire, et de la crise de l'armée (désertions, usage de drogue)

II) Règlement du conflit

- Mai 1968 : début de conférence de Paris
- Été 1969 : Nixon lance la politique de « vietnamisation » du conflit (retrait progressif de l'armée américaine mais aide financière et logistique accrue au Sud-Vietnam). Rapatriement de 25 000 Gls (334 000 soldats en 1970, 24 000 en 1972), bombardements « stratégiques » massifs au Nord du 17e parallèle
- Mars/oct 1972 : 1ère offensive de la RDVN au Sud-Vietnam
- 27 janvier 1973 : accords de Paris (ligne « provisoire » de séparation sur le 17e parallèle, obligation pour les États-Unis d'aide à la reconstruction)
- Début 1975 : offensive du Viêt-Cong et des alliés du Nord
- 30 avril 1975 : chute de Saïgon (devenue Ho Chi Minh-Ville)
- Puis victoire des communistes au Laos et au Cambodge (Khmers rouges)

Conclusion

Parmi les Vietnamiens : 1 million de morts

Parmi les soldats américains : 56 000 morts, 300 000 blessés, des dizaines de milliers de drogués Henry Kissinger qualifie cette guerre de « première guerre non victorieuse »



Revolution in Military Affairs

La guerre du Golfe (1990 91) est considérée comme l'acte de naissance de la RMA américaine, amorcée dès la guerre du Vietnam

I) Les origines de la RMA

- 3 éléments :
- o Précision des missiles (de 3000m durant la 2°GM à 12m) et usage de drones, ce qui entraîne une réduction des dommages collatéraux
- o Détection grâce à de nombreux types de capteurs (radars, détecteurs infrarouges, etc)
- o Communication : amélioration du traitement de l'information, ce qui accroit la rapidité et l'efficacité des actions en mettant en relation les moyens d'observations et les systèmes d'armes

II) La mise en œuvre de la RMA

- Arrivée au pouvoir en 2000 d'une administration réformiste qui a voulu mettre en pratique la RMA sous l'impulsion de Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense, une révolution qualifiée de transformation car plus progressive et plus pragmatique
- Obstacles rencontrés :
- o Réticences des armées américaines
- o Réponses asymétriques (quand l'adversaire triche) : la RMA apparaît peu efficace face au terrorisme et aux guérillas car le saut qualitatif qu'elle représente n'est que peu de recours face à ces adversaires o Réponses symétriques (quand l'adversaire s'adapte) : des stratégies peuvent être trouvées pour contrer les moyens mis en œuvre avec la RMA (usage de leurres, centres de commandement et lignes de communication enterrées, attaques éclairs)

Grâce à la RMA, les États Unis pourraient devenir à terme une puissance globale isolationniste

Il faut cependant éviter à la fois un enthousiasme prématuré pour des technologies et des concepts d'opération non éprouvés et un rejet dogmatique des possibilités nouvelles susceptibles d'émerger

Il faut enfin garder à l'esprit que les thèmes mêmes de la RMA et de l'asymétrie ne sont évidemment pas neutres et participent de représentations politiques et stratégiques spécifiques, américaines en l'occurrence. La RMA et son envers, l'asymétrie,

Fonctionnent comme des qualifiant politiques et moraux, et concourent à une redéfinition moderne de la vieille distinction entre guerre juste et guerre injuste



Blackwater et la privatisation de la guerre

I) Création

- Fondateur = Éric Prince, ancien commando de l'US Navy, héritier d'une dynastie industrielle du Michigan, financier des causes républicaines et d'extrême-droite catholiques. Il est très lié avec de nombreuses personnalités de l'administration Bush Dick Cheney ou Donald Rumsfeld)
- Des débuts modestes : en 1993, Eric Prince acquiert une immense étendue de terrain en Caroline du Nord, où il accueille des compétitions de tir et organise des séances d'entraînement

• L'émergence :

- Octobre 2000 : attentat contre le destroyer USS Cole => Blackwater décroche un contrat avec l'US
 Navy
- o 11 septembre 2001 : Blackwater est sollicitée par plusieurs départements des administrations de sécurité américaine et le directeur exécutif de la CIA, Krongard, donne un coup de pouce à l'entreprise o Mars 2003 : après l'invasion de l'Irak, Blackwater décroche le contrat pour la protection du premier gouverneur du pays, Paul Bremer. L'épopée des mercenaires en Irak commence

II) Activités

- Protection : à la fin du mandat de Bremer (mai 2004), on compte déjà plus de 20 000 contractuels privés de sécurité en Irak.
- Opérations militaires : Blackwater est-le-symbole-de-la-RMA : externalisation massive des opérations de l'armée américaine à tel point qu'à l'été 2007, on trouve plus de contractuels privés (180 000) que de soldats réguliers (160 000) en Irak
- « Grand Jeu » américain en Asie Centrale : Blackwater reçoit la mission de créer des unités spéciales en Azerbaïdjan et au Kazakhstan pour sécuriser la région jusqu'à l'ouverture de l'oléduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) en mai 2005
- Sécurité intérieure : 150 mercenaires débarquent à La Nouvelle-Orléans après le cyclone Katrina (2005) pour y faire régner l'ordre
- Lutte anti-drogue en Amérique latine (mais projet au Mexique abandonné en 2008)
- Les salaires alléchants des entreprises comme Blackwater attirent tous les anciens des forces spéciales et des troupes d'élite américaines, mais aussi des personnes moins recommandables comme les mercenaires sud-africains



Blackwater et la privatisation de la guerre

III) Scandale

- 30 mars 2004 : 4 contractuels de Blackwater imprudemment aventurés dans la ville de Falloujah-sont tués et mis en pièces par la foule. Les marines ont alors ordre de nettoyer la ville
- 4 avril 2004 : Blackwater se retrouve impliquée dans un autre incident à Nadjaf, (une des villes saintes du chiisme). 8 contractuels de Blackwater ouvrent le feu sur la foule depuis le toit du quartier général des forces d'occupation : 20-30 morts et plus de 200 blessés. Pour les chiites, c'est le signal de l'insurrection.
- Avril 2004 : scandale de la prison d'Abu Ghraib où auraient été impliqués quelques membres de Blackwater
- 16 septembre 2007 : un convoi de 4 véhicules de la société Blackwater a ouvert le feu sur la foule de la place-Nisour-à-Bagdad, tuant 17 Irakiens et en blessant plus d'une vingtaine

Blackwater est rebaptisé Xe en 2009 puis Academi en 2011

Boko Haram

Organisation fondée par Mohammed Yusuf en 2002 au Nigéria, son but est l'application de la charia à tout le pays, s'inspire des Talibans en Afghanistan.

« Boko Haram » signifie « l'éducation occidentale est un pêché ».

2009 : gros conflit armé entre l'organisation et les forces de police dans le nord du pays pendant 5 jours (intervention de l'armée au 4ème). 700 morts, dont 300 militants islamistes.

Problème : déclenchent des tensions contre les musulmans tant ils sont violents selon Bertrand Monnet, expert en risques terroristes (titulaire d'une chaire à l'EDHEC).



Quel rôle reste-t-il aux états et aux pouvoirs publics dans le contexte de la mondialisation ?

État : Forme institutionnalisée du pouvoir politique, entité qui préside aux destinées collectives

• 70s : Charles Schultze : « Il y a 10 ans, l'État était très largement considéré comme un instrument destiné à résoudre les problèmes ; aujourd'hui, le problème c'est l'État lui-même »

I) La mondialisation dépossède les États et les pouvoirs publics de nombreuses prérogatives

- Par le déploiement de multiples réseaux Trans étatiques
- Par le poids de la contrainte extérieure [Pascal Gauchon : « Une nation ne peut pas trop s'écarter de la moyenne, elle doit rechercher une croissance, une inflation et des taux d'intérêts proches de ceux de ses partenaires, sinon elle sera sanctionnée par des déséquilibres insupportables »] : « dictature des marchés » + triangle d'incompatibilité de Mundell (régime de change fixe + politique monétaire autonome + parfaite liberté de circulation des capitaux)
- Par la mise en concurrence des États (Bernard Esambert : guerre éco) et de leurs territoires (Kenichi Ohmae, De l'État Nat° aux États Régions : structure de l'État Nation dépassée par montée des régions éco infranationales)

II) Toutefois, la mondialisation ne signifie pas la disparition de l'État, qui redéfinit son rôle et celui des pouvoirs publics

- Fitoussi : territoire national = espace légitime de la solidarité où se dispense éducation et s'exerce redistribution car l'État a une « mission d'interposition » entre concitoyens et compétition mondiale
- L'État conserve des fonctions éco et sociales essentielles : État : employeur, pourvoyeur, investisseur, aménageur, protecteur des individus (mécanismes de protectionnisme soc et de redistribution) et des entreprises (interventionnisme à travers protect et politiques de relance)
- Un État très présent peut même faciliter l'ouverture à la mondialisation : Dani Rodrik a mis en évidence corrélation entre ouverture éco et poids de l'État L'État national transfère certains de ses pvrs à des organisations inter& ou supra étatiques

